

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

5 DÉCEMBRE 2003

Proposition de loi instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenu en faveur des travailleurs indépendants victimes d'inconvénients dus à la réalisation de travaux sur le domaine public

(Déposée par M. Jean-Marie Dedecker)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

La présente proposition de loi tend à instaurer un régime d'indemnisation en faveur des travailleurs indépendants victimes d'inconvénients dus à des travaux réalisés sur le domaine public qui empêchent, entravent ou limitent gravement l'accès à leur entreprise. Nous pensons en premier lieu aux travaux d'entretien et de réparation des voiries, des pistes cyclables, des trottoirs, du réseau d'égouts, des bas-côtés, des équipements publics, etc.

Les exploitants des petits commerces à proximité desquels ont lieu des travaux de longue haleine subissent un sérieux manque à gagner en raison de la baisse de leur chiffre d'affaires.

Il est certain que toute activité indépendante entraîne un risque d'entreprise. Ce risque doit toutefois s'inscrire dans un contexte économique normal de concurrence libre et loyale. Les pouvoirs publics ont pour tâche de protéger au mieux les entrepreneurs contre tout ce qui peut perturber le contexte économique. Comme les travaux publics sont des travaux d'utilité publique, l'équité commande que la collecti-

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

5 DECEMBER 2003

Wetsvoorstel betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen voor hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein

(Ingediend door de heer Jean-Marie Dedecker)

TOELICHTING

Inleiding

Dit wetsvoorstel beoogt een vergoedingsregeling ten gunste van zelfstandigen die geconfronteerd worden met hinder als gevolg van werken op het openbaar domein, die de toegang tot hun onderneming belemmeren, verhinderen of ernstig bemoeilijken. Wij denken in de eerste plaats aan het onderhouden en herstellen van openbare wegen, fietspaden, voetpaden, rioleringsinfrastructuur, bermen, voorziening van nutsdiensten en dergelijke meer.

Kleinhandelaars derven veel inkomsten als gevolg van omzetverlies wanneer in de omgeving van hun inrichting langdurige werken plaatsvinden.

Zelfstandig ondernemen betekent het dragen van een ondernemingsrisico, zoveel is zeker. Maar dit ondernemingsrisico moet gedragen kunnen worden binnen een normale economische omgeving waarin vrije en eerlijke concurrentie kan plaatsvinden. De overheid heeft als taak ondernemers zo goed als mogelijk te vrijwaren tegen stoornissen in de economische omgeving. Openbare werken zijn van alge-

tivité en compense les effets négatifs sur le chiffre d'affaires de chaque commerçant.

L'indépendant dispose certes déjà d'une série de moyens de protection contre les effets des inconvénients en question, mais les procédures applicables sont longues et peu efficaces.

À cet égard, on peut citer par exemple (*source*: «*Ondernemer & Zelfstandige*», juin 2002, p. 6 et suivantes):

— Les recours à introduire auprès du Conseil d'État en vue d'obtenir la réparation d'un dommage exceptionnel. Il n'y en a pratiquement jamais eu.

— La loi du 2 avril 1976 portant élargissement des facilités d'accès au crédit en faveur des petits commerçants ayant subi, par suite de travaux d'utilité publique, une diminution importante de leur chiffre d'affaires. Cette loi est toutefois rarement appliquée, étant donné qu'elle vise non pas à indemniser le commerçant, mais seulement à lui fournir des facilités d'accès à des crédits devant servir à garantir la viabilité des entreprises ou à fournir un stimulant à celles qui ont vu leur chiffre d'affaires initial baisser d'au moins 25 % (par suite de travaux d'une durée de 3 mois au moins).

— La dispense de cotisations sociales qu'un commerçant peut demander dans certains cas. Sa demande est soumise à la Commission des dispenses de cotisations. Il perd toutefois les droits à la pension qu'il aurait acquis pendant la durée de la dispense.

— La procédure en justice fondée sur l'article 1382 du Code civil (qui exige du demandeur qu'il prouve la faute, le préjudice et le lien de causalité entre les deux) ou sur l'article 544 du même code (la théorie des troubles de voisinage de nature non fautive).

La législation actuelle n'offre par conséquent aucune solution répondant aux besoins immédiats des commerçants victimes des inconvénients en question. En effet, les procédures judiciaires sont longues, leur issue incertaine et elles entraînent bien des frais supplémentaires pour les commerçants qui sont déjà touchés financièrement et qui ne peuvent obtenir qu'à long terme des indemnités éventuelles.

C'est pourquoi la présente proposition vise à apporter une réponse aux besoins réels des commerçants victimes des inconvénients en question.

— Il importe que les commerçants soient prévenus à temps de la date du début réel et de la durée raisonnable présumée des travaux qui entraîneront les inconvénients en question. Nous confions la responsabilité de le faire à l'exécutant des travaux.

— Il importe que les commerçants soient indemnisés immédiatement pour compenser la perte de revenu

meen maatschappelijk nut en het is dan ook billijk dat de maatschappij de negatieve gevolgen voor de omzet van de individuele handelaars compenseert.

Vandaag heeft de zelfstandige wel middelen om zich tegen de negatieve gevolgen van hinder te beschermen, maar de procedures zijn omslachtig en weinig efficiënt.

Zijn voorhanden (*bron*: *Ondernemer & Zelfstandige*, juni 2002, blz. 6 en volgende):

— Beroepen bij de Raad van State over vergoeding voor bijzondere schade. Deze worden tot op de dag van vandaag praktisch niet ingesteld.

— De wet van 2 april 1976, die een uitbreiding inhoudt van de toegangsfaciliteiten tot het krediet ten gunste van kleine handelaars die hun zakencijfer drastisch zagen verminderen door werken van algemeen nut. Deze wetgeving wordt evenwel weinig aangevend, daar ze de handelaar niet schadeloos stelt maar hem een toegangsfaciliteit verschaft tot de kredieten die bestemd zijn om de leefbaarheid van ondernemingen te waarborgen of om een nieuwe impuls te geven aan ondernemingen die hun oorspronkelijk zakencijfer zagen dalen met minstens 25 % (en dit door werken die minstens 3 maanden duurden).

— In sommige gevallen kan vrijstelling van betaling van sociale bijdragen worden gevraagd. De aanvraag wordt onderzocht door de Commissie voor de vrijstelling van bijdragen. Voor die periodes gaan wel de pensioenrechten verloren.

— De procedure voor de rechtbanken op grond van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek (in dit geval moet de fout, de schade en het oorzakelijk verband bewezen worden) of op grond van artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek (de theorie van foutloze burenhinder).

De huidige wetgeving biedt bijgevolg geen oplossing voor de onmiddellijke noden van de gehinderde handelaars. De gerechtelijke procedures kunnen lang aanslepen, brengen veel extra kosten met zich voor de handelaars die reeds financieel getroffen zijn, de uitkomst is onzeker en eventuele vergoedingen kunnen pas na lange tijd bekomen worden.

Dit wetsvoorstel heeft daarom tot doel een antwoord te bieden voor de reële noden van door hinder getroffen handelaars.

— Belangrijk is dat handelaars op tijd verwittigd worden van de werkelijke aanvang en de vermoedelijke redelijke duur van de werken die hinder veroorzaken. Wij leggen deze verantwoordelijkheid bij de uitvoerder van de werken.

— Belangrijk is dat de handelaars onmiddellijk een vergoeding bekomen voor het waarschijnlijke

qu'ils auront à subir en raison des inconvénients qu'engendreront vraisemblablement les travaux.

— Il importe également que, pendant tout le temps où ils auront à supporter les inconvénients visés, les commerçants soient dispensés automatiquement (et non pas après examen de leur demande par la Commission des dispenses de cotisations) et intégralement du paiement des cotisations sociales, y compris celle qui doit couvrir les frais de fonctionnement du fonds d'assurances sociales, et ce, sans qu'ils ne perdent pour autant aucun droit social.

De plus, ce régime n'empêche nullement le commerçant de recourir aux autres possibilités légales et voies de recours dont il dispose.

L'indemnité compensatoire d'une perte de revenu

L'indemnité compensatoire d'une perte de revenu proposée est accordée en deux temps.

Dans un premier temps, l'intéressé bénéficie d'une intervention immédiate à caractère provisoire. Il importe en effet que l'indépendant qui a à faire face à des frais supplémentaires en raison de travaux puisse bénéficier directement d'une intervention.

Dans un deuxième temps, l'autorité compétente établit le montant de l'indemnité définitive. Cela lui permet d'éviter que le petit commerçant ne soit confronté à des difficultés financières dues au fait que l'on met trop de temps à lui accorder une indemnité, de lui épargner bien des tracasseries administratives et de le décharger du fardeau de la preuve.

Le versement de l'indemnité est subordonné à la condition que les travaux soient effectivement «de nature à empêcher, à entraver ou à gravement limiter l'accès à l'établissement de l'entreprise où l'indépendant exerce son activité». Le droit à l'indemnité naît donc lorsque les travaux créent des inconvénients qui sont censés entraîner une perte de revenu. La proposition énumère à ce sujet plusieurs présomptions irréfragables, notamment pour ce qui est du cas où l'on supprime des emplacements de stationnement à une certaine distance du commerce et celui où l'on ferme une rue.

Les entreprises admissibles au bénéfice de cette indemnité sont les «micro-entreprises». Selon la classification instaurée par la Commission européenne, il s'agit des entreprises (quelle que soit leur forme juridique) qui occupent moins de dix travailleurs. Il est évidemment requis que l'entreprise ait pour activité principale la vente directe de produits ou la fourniture de services aux consommateurs ou aux petits utilisateurs, moyennant un contact personnel et direct avec les clients qui a lieu en temps normal dans un établissement construit en dur, dont l'accès donne sur le domaine public. En d'autres mots, on vise ici avant

inkomensverlies dat zij zullen lijden ten gevolge van de hinder veroorzaakt door de werken.

— Belangrijk is eveneens dat de handelaars tijdens de periode van de hinder automatisch (en dus niet na onderzoek van de Commissie voor vrijstelling van bijdragen) geheel worden vrijgesteld van betaling van sociale bijdragen, inclusief de bijdrage bestemd voor het dekken van de werkingskosten van het sociaal verzekeringsfonds en dit zonder verlies van enig sociaal recht.

Deze regeling belet daarenboven geenszins dat de handelaar zich zou beroepen op de andere wettelijke mogelijkheden of gerechtelijke middelen zou aanwenden.

De inkomenscompensatievergoeding

De voorgestelde inkomenscompensatievergoeding wordt toegekend in twee stappen.

Stap 1 houdt een onmiddellijke en voorlopige vergoeding in. Het is inderdaad belangrijk dat de zelfstandigen meteen kunnen beschikken over een tegemoetkoming. Als gevolg van de werken worden zij doorgaans geconfronteerd met extra kosten.

Pas dan volgt stap 2 en wordt de definitieve vergoeding berekend. Hierdoor vermijdt men al te veel administratieve rompslomp, het dragen van een zware bewijslast en komt de kleinhandelaar niet in financiële moeilijkheden omdat er al te lang op de vergoeding dient gewacht te worden.

Voorwaarde voor de uitkering is dat de werken inderdaad zorgen voor de «belemmering, verhindering of ernstige bemoeilijking van de toegang tot de inrichting van de onderneming waarin de zelfstandige werkzaam is». Er is dus recht op vergoeding wanneer de werken hinder veroorzaken die vermoed wordt tot inkomensverlies te leiden. In het voorstel zijn terzake een aantal onweerlegbare vermoedens opgenomen, meer bepaald in het geval dat parkeerplaatsen binnen een bepaalde afstand verdwijnen of wanneer een straat wordt afgesloten.

De ondernemingen die in aanmerking komen zijn de zogenaamde »micro-ondernemingen«. Deze classificatie werd ingevoerd door de Europese Commissie en doelt op ondernemingen (ongeacht de rechtsvorm) waarin minder dan tien werknemers tewerkgesteld zijn. Vanzelfsprekend is vereist dat de voornaamste activiteit van de onderneming strekt tot de rechtstreekse verkoop van producten of het verlenen van diensten aan verbruikers of kleine gebruikers, waarvoor persoonlijk en direct contact met de klanten vereist is dat in normale omstandigheden plaatsvindt in een gebouwde inrichting waarvan de toegang

tout les magasins et les établissements du secteur horeca.

La présente proposition vise dès lors à prévoir une mesure sociale en faveur des personnes actives dans le commerce de détail, qui n'ont souvent qu'un revenu modeste et pour lesquelles la réalisation de travaux publics a de graves conséquences financières.

Toute personne qui participe de manière effective à l'exploitation d'une entreprise, qui possède le statut d'indépendant et qui ne dispose d'aucun autre revenu du travail que celui qu'elle tire de cette entreprise peut bénéficier du présent régime.

Pour pouvoir obtenir l'indemnité, l'indépendant doit introduire une demande auprès d'une caisse d'assurances sociales. La demande peut être introduite avant, pendant ou après les travaux.

Le collègue des bourgmestre et échevins confirme que les travaux sont la source de certains inconvénients.

Si le commerçant souhaite fermer son établissement pendant tout le temps où des travaux provoquent certains inconvénients ou pendant une partie de cette période, il doit également faire attester par l'administration communale que la fermeture est nécessaire.

Une fois en possession des attestations de l'administration communale, le commerçant peut introduire son dossier auprès d'une caisse d'assurances sociales qui le transmettra à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI). L'INASTI statuera sur ce dossier dans un délai très court. En cas d'approbation, l'indemnité est versée. Un recours contre les décisions de l'INASTI est ouvert devant le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

L'indemnité est versée par le biais d'un Fonds de compensation à créer qui sera doté de la personnalité juridique et qui sera géré par l'INASTI. Il sera financé au moyen du versement par les maîtres de l'ouvrage, c'est-à-dire des pouvoirs publics, des personnes morales de droit public et des entreprises d'utilité publique, d'un pourcentage, à fixer par le Roi, du prix qui leur aura été facturé aux entrepreneurs qui effectuent des travaux d'infrastructure. Ce pourcentage sera prélevé sur toutes les factures relatives à des travaux d'infrastructure sur le domaine public. Il ne s'agira donc pas uniquement des travaux qui occasionnent des nuisances.

Une compensation pourra aussi être versée lorsque les nuisances auront été causées par un particulier ou par une personne morale de droit public, mais ceux-ci ne seront pas tenus de participer au financement du fonds.

uitgeeft op het openbaar domein. Met andere woorden worden hier in de eerste plaats winkelinrichtingen bedoeld evenals horecazaken.

Dit voorstel is dan ook bedoeld als een sociale maatregel ten gunste van personen actief in de kleinhandel, waarvan het inkomen vaak bescheiden is en voor wie openbare werken een ernstige en problematische financiële weerslag hebben.

Komt in aanmerking voor deze regeling, elke persoon die effectief bij de uitbating van de onderneming betrokken is, zelfstandige is en niet over een ander inkomen uit beroepsarbeid beschikt.

Voor het bekomen van de uitkering dient de zelfstandige een aanvraag in bij een sociale verzekeringskas. De aanvraag kan ingediend worden voor, gedurende of na de periode van de werken.

Het college van burgemeester en schepenen bevestigt dat de werken hinder veroorzaken.

Wenst de handelaar de zaak te sluiten, hetzij voor de hele duur van de hinder, dan wel voor een gedeelte van deze periode, dan dient hij de noodzaak hiertoe eveneens te laten attesteren door het gemeentebestuur.

Met deze attesten van het gemeentebestuur kan de handelaar vervolgens het dossier indienen bij een sociale verzekeringskas dat het vervolgens doorstuurt aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen (RSVZ). Het RSVZ zal het dossier al dan niet goedkeuren binnen een zeer korte periode. Bij goedkeuring wordt de uitkering doorgestort. Beroep tegen beslissingen van het RSVZ moet ingediend worden bij de minister van Middenstand.

De uitkering gebeurt via een op te richten Compensatiefonds. Het Compensatiefonds heeft rechtspersoonlijkheid en wordt beheerd door het RSVZ. De financiering van het Compensatiefonds gebeurt door storting van een door de Koning te bepalen percentage op de factuurprijs, betaald door de bouwheren, zijnde overheden, publiekrechtelijke rechtspersonen en nutsbedrijven, aan de aannemers van infrastructuurele werken. Die bijdrage wordt geheven op alle afrekeningen voor infrastructuurwerken op het openbaar domein. Het gaat dus niet louter om werken die hinder veroorzaken.

Compensatie kan ook worden uitgekeerd wanneer de hinder door een particulier of een privaatrechtelijke rechtspersoon wordt veroorzaakt, maar deze zijn er niet toe gehouden het fonds te spijzen.

Le système est souple, même s'il faut prévoir des garanties permettant de prévenir les abus. Ces garanties devront être arrêtées par le gouvernement.

Le modèle de l'indemnité compensatoire de perte de revenu

Le modèle dont s'inspire l'indemnité compensatoire d'une perte de revenu est le régime du chômage temporaire pour raisons économiques, tel qu'il a été défini par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Il y a bien sûr des différences de calcul. Pour les travailleurs salariés en chômage temporaire, l'indemnité est déterminée sur la base du salaire journalier moyen. Le nombre d'indemnités est calculé au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'heures de travail par semaine et du nombre d'heures chômées.

Pour les indépendants, on calcule le revenu journalier moyen de la manière suivante: on commence par calculer le revenu professionnel moyen cumulé et indexé des trois années qui ont précédé celle des travaux. On tient également compte ici du revenu professionnel brut moyen. Ce revenu brut est ensuite divisé par le nombre de jours de travail de l'indépendant. Ce nombre qui devra être arrêté par le Roi tournera autour des 280 jours par an.

Le montant ainsi obtenu, qui est le revenu journalier moyen pour la période de référence, est ensuite multiplié par le nombre de jours de travail durant lesquels les inconvénients en question ont effectivement existé. Le même calcul est effectué pour le revenu professionnel de l'activité indépendante de l'année des travaux. La différence entre ces deux chiffres détermine le montant de l'indemnité compensatoire de la perte de revenu. Il va de soi que le calcul définitif ne pourra être effectué que deux ans après l'année des travaux, parce que c'est alors seulement que toutes les données relatives aux revenus de l'indépendant auront été traitées.

Comme on l'a fait pour les chômeurs temporaires dans le régime des travailleurs salariés, la présente proposition vise à compenser le manque à gagner et tient compte à cet effet d'un revenu brut plafonné. Comme il importe d'harmoniser le plus possible le statut social de tous les groupes de population au sein de notre société, les plafonds utilisés sont les mêmes pour tout le monde. Comme dans le régime du chômage, l'indemnité atteindra dès lors 65 % du revenu journalier perdu plafonné pour les chefs de ménage et les isolés (indemnité plafonnée à 41,90 euros par jour) et 60 % pour les cohabitants (indemnité plafonnée à 38,68 euros par jour). Le montant de l'indemnité compensatoire de la perte de revenu est donc égale à un pourcentage du revenu normal brut, plafonné à 1 643,24 euros.

Het systeem is soepel, al moeten er vanzelfsprekend waarborgen ingebouwd worden om misbruiken te voorkomen. Deze dienen door de regering te worden vastgelegd.

Het model voor de inkomenscompensatievergoeding

Het model gehanteerd als voorbeeld voor de inkomenscompensatievergoeding is de regeling voor tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen vastgesteld in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Uiteraard zijn er berekeningsverschillen. Voor de tijdelijk werkloze arbeiders wordt het gemiddeld dagloon in aanmerking genomen voor de bepaling van de uitkering. Het aantal uitkeringen gebeurt aan de hand van een formule waarbij het aantal werkuren per week en het aantal uren werkloosheid van belang zijn.

Voor de zelfstandigen komen wij tot een gemiddeld daginkomen op volgende wijze: eerst wordt het gemiddeld gecumuleerd en geïndexeerd beroepsinkomen berekend van de drie jaren die het jaar van de werken voorafgingen. Hier wordt ook het brutoinkomen in aanmerking genomen. Dit gemiddeld beroepsinkomen wordt gedeeld door het aantal werkdagen van de zelfstandige. Het is aan de Koning om dit aantal vast te stellen, maar het zal schommelen rond de 280 dagen per jaar.

Dit bedrag is het gemiddeld daginkomen voor de referteperiode. Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met het aantal werkdagen dat er effectief hinder ondervonden wordt. Dezelfde berekening gebeurt voor het beroepsinkomen uit zelfstandige activiteit van het jaar van de werken. Het verschil tussen beide getallen bepaalt de inkomenscompensatievergoeding. Het spreekt voor zich dat de definitieve berekening pas twee jaar na het jaar van de werken zal kunnen gebeuren omdat pas dan alle inkomensgegevens verwerkt zullen zijn.

Zoals bij de tijdelijke werklozen in het werknemersstelsel betreft dit voorstel de compensatie van het verloren inkomensgedeelte en wordt er een begrensd brutoinkomen in aanmerking genomen. Aangezien het belangrijk is de sociale statuten van alle bevolkingsgroepen in onze samenleving zoveel als mogelijk gelijk te schakelen, worden dezelfde plafonds gehanteerd. In deze zin zal de uitkering, zoals in het stelsel van de werkloosheid, 65 % bedragen van het verloren begrensd daginkomen voor gezinshoofden en alleenstaanden (maximum uitkering 41,90 euro per dag) en 60 % voor samenwonenden (maximum uitkering 38,68 euro per dag). Het bedrag van de inkomenscompensatievergoeding is dus gelijk aan een percentage van het normaal brutoinkomen, begrensd tot 1 643,24 euro.

Si, durant la période de référence, la personne en question n'a tiré aucun revenu d'une activité indépendante, il lui est octroyé un montant égal au minimum prévu dans le régime du chômage pour les travailleurs salariés dans la même situation sociale. Le revenu mensuel minimum moyen garanti s'élève actuellement à 1 233,54 euros par mois.

Comme l'indemnité accordée à l'indépendant pour compenser son manque à gagner est une indemnité provisoire, elle sera portée en déduction de l'indemnité définitive qui aura été fixée. S'il y a un solde positif pour l'indépendant, il lui sera versé (deux ans plus tard donc). S'il y a un solde négatif, l'indépendant devra rembourser le trop-perçu au Fonds de compensation.

Il ne faudra donc pas que le commerce ferme pour que les indépendants et les aidants concernés puissent prétendre à l'indemnité compensatoire de la perte de revenu. Le détaillant pourra décider de garder son magasin ouvert et essayer de s'accommoder de la situation. Quoi qu'il décide, il pourra toujours demander une indemnité avant, pendant ou après les travaux.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article contient les définitions importantes, dont celle de la «micro-entreprise».

Article 3

Cet article concerne la création du «Fonds de compensation des pertes de revenus des travailleurs indépendants», en abrégé, le «Fonds de compensation», au sein de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants. Le Fonds de compensation jouit de la personnalité juridique et est financé par le versement d'un pourcentage déterminé de tout montant facturé, dû en raison de l'exécution de contrats d'entreprise conclus entre un maître de l'ouvrage (commettant de droit public ou entreprise d'utilité publique) et un adjudicataire, pour les travaux d'infrastructure de toutes natures réalisés dans le domaine public du Royaume.

Article 4

Cet article répond à une exigence de nombreux indépendants qui souhaitent être prévenus à temps de l'imminence de travaux (au moins une semaine avant le début de ceux-ci) et — dans le cadre de la loi proposée — de la possibilité d'obtenir une indemnité compensatoire de pertes de revenus.

C'est l'adjudicataire des travaux qui est tenu de prévenir les indépendants.

Beschikte de persoon in de referentieperiode niet over een inkomen uit zelfstandige arbeid, dan wordt hem een bedrag toegekend dat gelijk is aan het minimum in het stelsel van de werkloosheid voor werknemers in dezelfde sociale situatie. Het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen bedraagt momenteel 1 233,54 euro per maand.

Aangezien de zelfstandige een voorlopige inkomenscompensatievergoeding ontving, zal deze in mindering worden gebracht van de berekende definitieve vergoeding. Is er een saldo ten gunste van de zelfstandige dan zal dit (twee jaar later dus) worden doorgestort. In het omgekeerde geval dient de zelfstandige het teveel ontvangen bedrag terug te storten aan het Compensatiefonds.

De handelszaak hoeft dus niet te sluiten opdat de betrokken zelfstandigen en helpers gerechtigd zouden zijn om de inkomenscompensatievergoeding te ontvangen. De kleinhandelaar kan beslissen zijn zaak open te houden en trachten er het beste van te maken. In alle gevallen kan hij voor, tijdens of na de werken een aanvraag indienen om de vergoeding te bekomen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel omvat de relevante definities, waaronder de omschrijving van de «micro-onderneming».

Artikel 3

Dit artikel betreft de oprichting van het «Fonds voor compensatie van inkomensverlies van zelfstandigen», kortweg het Compensatiefonds, in de schoot van Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen. Het Compensatiefonds geniet rechtspersoonlijkheid en wordt gefinancierd door stortingen van een bepaald percentage op elk factuurbedrag verschuldigd als gevolg van uitvoering van aannemingscontracten gesloten tussen eender welke bouwheer (publiekrechtelijke opdrachtgever of nutsbedrijf) en eender welke aannemer voor eender welke infrastructuurwerken op het openbaar domein van het Rijk.

Artikel 4

Dit artikel komt tegemoet aan een eis van vele zelfstandigen, met name dat zij voldoende op tijd verwittigd worden (ten laatste een week voor de aanvang van de werken) van komende werken en — in het kader van deze wet — van de mogelijkheid om een inkomenscompensatievergoeding te bekomen.

Het is de aannemer van de werken die de verplichting heeft om de zelfstandigen te verwittigen.

Il sait précisément quand les travaux peuvent démarrer.

S'il ne prévient pas à temps, les travaux ne pourront pas commencer comme prévu; telle sera la sanction.

Article 5

Cet article énumère les conditions à remplir pour avoir droit à une indemnité compensatoire: il faut être indépendant, travailler dans un établissement subissant des inconvénients dus à des travaux et ne bénéficier d'aucun autre revenu professionnel.

Souvent, l'indépendant souhaite rester coûte que coûte à la disposition de sa clientèle et a dès lors recours à des établissements de fortune (par exemple, des conteneurs). L'indépendant a également droit à l'indemnité compensatoire dans ce cas.

Article 6

Cet article crée une présomption irréfragable et dispose que le travailleur indépendant a droit à une indemnité compensatoire si:

— aucun des emplacements de parking public aménagés réglementairement ne peut être utilisé dans la rue dans laquelle se trouve l'établissement;

— aucun emplacement de parking public aménagé réglementairement ne peut être utilisé dans un rayon de 100 mètres autour d'un accès à l'établissement;

— en raison des travaux, une voie d'accès à l'établissement est fermée à la circulation automobile dans une ou deux directions.

Article 7

Cet article décrit la procédure à suivre pour pouvoir obtenir une indemnité provisoire compensatoire de pertes de revenu. Pour ce faire, il faut déposer une demande à la caisse d'assurances sociales. Le travailleur indépendant peut formuler cette demande pendant ou après les travaux, mais il est en tout cas tenu de le faire avant la fin de l'exercice fiscal au cours duquel il a été gêné par les travaux.

Le collège des bourgmestre et échevins doit confirmer que les travaux provoquent des inconvénients pour l'établissement. Il peut également le faire si les travaux ont lieu dans une commune voisine. Par conséquent, l'indépendant ne doit pas nécessairement s'adresser au collège de la commune où les travaux sont effectivement réalisés.

Si le collège refuse de confirmer l'existence d'inconvénients, l'indépendant peut exiger qu'un fonctionnaire de l'INASTI examine la situation et

Hij weet precies wanneer de werken kunnen aanvangen.

Het niet tijdig verwittigen leidt tot de sanctie dat de werken niet zoals gepland van start kunnen gaan.

Artikel 5

Dit artikel somt de voorwaarden op om recht te kunnen hebben op een compensatievergoeding: men moet zelfstandige zijn, werkzaam in de inrichting die hinder ondervindt en geen andere beroepsinkomens genieten.

Een zelfstandige wenst vaak koste wat kost voor zijn cliënteel ter beschikking te blijven en richt vaak noodinrichtingen op (bijvoorbeeld een container). Ook in die gevallen heeft de zelfstandige het recht op de vergoeding.

Artikel 6

Dit artikel stelt een onweerlegbaar vermoeden in en bepaalt dat de zelfstandige recht heeft op een vergoeding indien:

— er geen enkele van de réglementair aangelegde openbare parkeerplaatsen benut kunnen worden van de straat in welke de inrichting is gelegen;

— er geen enkele réglementair aangelegde openbare parkeerplaats benut kan worden binnen een straal van 100 meter rond enige toegang tot de inrichting;

— een toegangsweg tot de inrichting als gevolg van de werken afgesloten wordt voor doorgaand autoverkeer in één of twee richtingen.

Artikel 7

Dit artikel omschrijft de procedure om de voorlopige inkomenscompensatie te bekomen. Dit gebeurt door een aanvraag in te dienen bij de sociale verzekeringskas. De zelfstandige kan deze aanvraag doen, tijdens of na de werken, maar ze moet alleszins gebeuren voor het einde van het fiscaal jaar tijdens welk hinder door werken werd ondervonden.

Het college van burgemeester en schepenen dient te bevestigen dat de werken hinder opleveren voor de inrichting. Het kan dit doen ook al hebben de werken in een naburige gemeente plaats. De zelfstandige hoeft zich in voorkomend geval bijgevolg niet te wenden tot het college van de gemeente waar de werken effectief plaats hebben.

Indien het college weigert te bevestigen dat er hinder is, kan de zelfstandige eisen dat een ambtenaar van het RSVZ de toestand onderzoekt en vooralsnog

confirme que l'établissement subit bel et bien des inconvénients.

La caisse d'assurances sociales transmet, dans les trois jours ouvrables, le dossier de demande à l'INASTI, qui est tenu de prendre une décision dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande. La décision doit être signifiée à l'indépendant dans les quinze jours ouvrables de la demande; à défaut, la demande est réputée acceptée.

Un recours peut être introduit contre la décision de refus dans le mois auprès du ministre compétent. Le ministre doit se prononcer dans un délai de trois mois, à défaut, le recours est présumé fondé et la décision est annulée de plein droit.

Article 8

Cet article précise qu'après acceptation du dossier par l'INASTI, l'indépendant est immédiatement exonéré du paiement des cotisations sociales pour les trimestres comprenant la période d'existence des inconvénients en cause mais conserve l'ensemble de ses droits.

Article 9

Cet article règle le paiement de l'indemnité provisoire compensatoire de pertes de revenus. Cette indemnité est importante pour les entrepreneurs indépendants. Trop souvent, ces entrepreneurs connaissent de graves difficultés financières ou font faillite parce que les indemnités auxquelles ils pourraient avoir droit dans le cadre légal actuel se font attendre beaucoup trop longtemps. On verse d'abord les indemnités et on ne vérifie qu'ensuite si elles étaient insuffisantes ou trop élevées.

Article 10

L'indépendant a l'obligation d'avertir sans délai la caisse d'assurances de la fin des inconvénients en cause. En l'occurrence, il doit également fournir une attestation délivrée par le collègue des bourgmestre et échevins.

Article 11

Cet article contient la disposition relative à l'indemnité définitive compensatoire de la perte de revenus.

Les revenus professionnels de l'indépendant, à savoir les revenus professionnels bruts, sont importants pour la fixation de l'indemnité définitive.

Celle-ci est calculée sur la base d'une comparaison entre la moyenne des revenus professionnels des trois années précédant l'année des travaux, d'une part, et

bevestigt dat er wel degelijk hinder voor de inrichting is.

De sociale verzekeringskas maakt binnen de drie werkdagen het aanvraagdossier over aan het RSVZ die binnen vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag dient te beslissen. De beslissing dient aan de zelfstandige betekend te worden binnen 15 werkdagen na de aanvraag, bij gebreke waarvan de aanvraag wordt geacht goedgekeurd te zijn.

Tegen de weigeringbeslissing kan binnen een maand beroep worden ingesteld bij de bevoegde minister. De minister dient uitspraak te doen binnen een termijn van drie maanden, zoniet wordt het beroep geacht gegrond te zijn en wordt de beslissing van rechtswege vernietigd.

Artikel 8

In dit artikel wordt gepreciseerd dat de zelfstandige na goedkeuring van het dossier door het RSVZ meteen is vrijgesteld van het betalen van sociale bijdragen voor de kwartalen waarbinnen de periode van de hinder begrepen is, met behoud van alle rechten.

Artikel 9

Dit artikel regelt de uitkering van de voorlopige inkomenscompensatievergoeding. Dit is belangrijk voor zelfstandige ondernemingen. Al te vaak komen dergelijke ondernemingen in zware financiële moeilijkheden of gaan ze failliet omdat eventuele vergoedingen waarop zij binnen het bestaande wettelijk kader gerechtigd zouden kunnen zijn, veel te lang op zich laten wachten. Er wordt eerst uitbetaald, pas daarna wordt geverifieerd of de tegemoetkoming al dan niet volstond of te hoog lag.

Artikel 10

De zelfstandige heeft de verplichting de sociale verzekeringskas onverwijld op de hoogte te brengen van het einde van de hinder. Ook hier dient hij een attest afgeleverd door het college van burgemeester en schepenen toe te voegen.

Artikel 11

Dit artikel regelt de bepaling van de definitieve inkomenscompensatievergoeding.

Van belang voor de vaststelling van de definitieve vergoeding zijn de beroepsinkomsten als zelfstandige, met name de brutoberoepsinkomsten.

De berekening geschiedt door de vergelijking van het gemiddelde van de beroepsinkomsten van de drie aan het jaar van de werken voorafgaande jaren, ener-

les revenus professionnels de l'année durant laquelle les nuisances ont eu lieu, d'autre part.

En d'autres termes, si l'indemnité provisoire est accordée en raison d'inconvénients survenus en 2003, on prend comme base de comparaison la moyenne des revenus indexés de 2000, 2001 et 2002. En 2005, on pourra comparer les revenus de 2000, 2001, 2002 et 2003. L'Institut national dispose de toutes les données fiscales et, dès lors, l'indépendant ne devra pas fournir la preuve lui-même.

On calcule les revenus journaliers moyens en prenant pour base les revenus bruts de toutes les années concernées et en les divisant par un nombre déterminé de jours ouvrables. Ensuite, les revenus obtenus sont multipliés par le nombre de jours ouvrables au cours desquels il y a effectivement eu des nuisances.

On prend en considération un revenu brut plafonné, par analogie avec le système du chômage complémentaire pour raisons économiques dans le régime des travailleurs salariés. Ainsi l'allocation équivaldrait-elle, comme dans le régime du chômage, à 65 % du revenu journalier plafonné perdu pour les chefs de ménage et les isolés (une allocation de 41,90 euros par jour au maximum) et à 60 % pour les cohabitants (une allocation maximale de 38,68 euros par jour). Le montant de l'allocation de chômage serait donc en principe égal à un pourcentage du salaire brut ordinaire, plafonné à 1643,24 euros.

Si, au cours des années utilisées comme points de comparaison, la personne ne disposait pas d'un revenu provenant d'une activité indépendante, il lui sera attribué un montant égal au minimum utilisé dans le régime du chômage pour les travailleurs dans la même situation sociale. Le revenu mensuel minimum moyen garanti est actuellement de 1233,54 euros par mois.

Article 12

Cet article concerne la régularisation des montants obtenus en tant qu'indemnité provisoire et le calcul du montant définitif.

Article 13

Cet article prévoit que le Roi instituera, sur avis du Conseil supérieur des indépendants et des PME, un système de contrôle qui devra permettre de veiller à une application correcte des dispositions de la future loi. Il est également prévu des sanctions en cas d'infraction ou d'utilisation abusive de la réglementation proposée.

*
* *

zijds, en de beroepsinkomsten van het jaar gedurende dewelke de hinder plaatsheeft, anderzijds.

Met andere woorden, wordt de voorlopige vergoeding toegekend wegens hinder in 2003, dan worden als vergelijkingsbasis het gemiddelde van de geïndexeerde inkomsten van 2000, 2001 en 2002 in aanmerking genomen. In 2005 is men in staat de inkomsten van 2000, 2001, 2002 en 2003 te vergelijken. Het Rijksinstituut beschikt over alle fiscale gegevens, dus hoeft de zelfstandige het bewijs hiervan zelf niet te leveren.

De bruto-inkomsten van alle betrokken jaren worden herberekend tot gemiddelde daginkomsten. Hiervoor wordt dit getal gedeeld door een bepaald aantal werkdagen. Vervolgens worden de uitkomsten vermenigvuldigd met het aantal werkdagen dat er effectief hinder was.

Naar het model van de tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen in het werknemersstelsel wordt een begrensd bruto-inkomen in aanmerking genomen. In die zin zou de uitkering, zoals in het stelsel van de werkloosheid, 65 % bedragen van het verloren begrensd daginkomen voor gezinshoofden en alleenstaanden (maximum uitkering 41,90 euro per dag) en 60 % voor samenwonenden (maximum uitkering 38,68 euro per dag). Het bedrag van de werkloosheidsuitkering is dus in principe gelijk aan een percentage van het normaal brutoloon, begrensd tot 1 643,24 euro.

Beschikte de persoon in de vergelijkingsjaren niet over een inkomen uit zelfstandige activiteit, dan wordt hem een bedrag toegekend dat gelijk is aan het minimum in het stelsel van de werkloosheid voor werknemers in dezelfde sociale situatie. Het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen bedraagt thans EUR 1 233,54 per maand.

Artikel 12

Dit artikel betreft de regularisatie van de bedragen verkregen als voorlopige vergoeding en het berekende definitieve bedrag.

Artikel 13

Dit artikel bepaalt dat de Koning, op advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO, een controleregeling instelt waardoor kan worden toegezien op de correcte naleving van deze bepalingen. Tevens worden sancties bepaald in geval van overtredingen of misbruik van deze regeling.

Jean-Marie DEDECKER.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1^o le ministre: le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions;

2^o l'Institut national: l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

3^o le Conseil supérieur: le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises;

4^o les travaux: les travaux d'infrastructure effectués dans le domaine public;

5^o le maître de l'ouvrage: l'autorité publique, la personne morale de droit public ou l'entreprise d'utilité publique qui a commandé les travaux;

6^o l'entreprise: l'entreprise qui correspond à la définition de la micro-entreprise donnée à l'article 1^{er}, point 5, de l'annexe à la recommandation 96/280/CE de la Commission du 3 avril 1996 concernant la définition des petites et moyennes entreprises, dont l'activité principale est la vente directe de produits ou l'offre de services à des consommateurs ou à de petits utilisateurs, pour lesquelles un contact direct et personnel avec les clients est nécessaire, qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur d'un bâtiment, dont l'accès est empêché, entravé ou gravement gêné par des travaux;

7^o l'indépendant: les indépendants et les auxiliaires au sens de l'arrêté royal n^o 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants qui travaillent dans l'entreprise et qui subissent des pertes de revenus en raison des inconvénients dus à des travaux;

8^o la caisse d'assurances sociales: la Caisse nationale auxiliaire, créée au sein de l'Institut national ou d'un fonds d'assurances sociales pour les travailleurs indépendants, agréé conformément à l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants ou d'un secrétariat social d'employeurs, agréé en application de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1^o Minister: de minister die bevoegd is voor middenstand;

2^o Rijksinstituut: het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

3^o Hoge Raad: de Hoge Raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4^o werken: infrastructuurswerken uitgevoerd op het openbaar domein;

5^o bouwheer: een overheid, een publiekrechtelijke rechtspersoon of een nutsbedrijf dat de opdracht tot werken heeft gegeven;

6^o onderneming: de onderneming die voldoet aan de definitie van een micro-onderneming in artikel 1 punt 5 van de bijlage bij de aanbeveling 96/280/EG van de Commissie van 3 april 1996 betreffende de definitie van de kleine en middelgrote ondernemingen, waarvan de voornaamste activiteit strekt tot de rechtstreekse verkoop van producten of het verlenen van diensten aan verbruikers of kleine gebruikers, waarvoor persoonlijk en direct contact met de klanten vereist is dat in normale omstandigheden plaatsvindt in een gebouwde inrichting waarvan de toegang tot de inrichting wordt verhinderd, belemmerd of in ernstige mate bemoeilijkt door werken;

7^o zelfstandige: de zelfstandigen en de helpers in de zin van het koninklijk besluit nr. 38 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen die werkzaam zijn in de onderneming en door de hinder ten gevolge van werken inkomens derven;

8^o sociale verzekeringskas: de Nationale Hulpkas, opgericht binnen het Rijksinstituut of een sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen, erkend overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen of een sociaal secretariaat voor werkgevers, erkend in uitvoering van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

9^o les inconvénients: la situation provoquée par les travaux qui empêchent, entravent ou gênent gravement l'accès à l'établissement de l'entreprise où l'indépendant est occupé;

10^o les revenus professionnels: les revenus professionnels bruts prévus à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Art. 3

§ 1^{er}. — Il est créé auprès de l'Institut national un «Fonds de compensation de pertes de revenu de travailleurs indépendants», dénommé ci-après «Fonds de compensation», qui a pour but de compenser financièrement les pertes de revenus des travailleurs indépendants.

§ 2. Le Fonds de compensation jouit de la personnalité juridique et peut conclure des accords dans le cadre de sa mission.

§ 3. L'Institut national définit les statuts du Fonds de compensation et détermine, dans des règlements particuliers, le fonctionnement du Fonds de compensation.

Les statuts et les règlements particuliers entrent en vigueur après approbation du ministre. Cette approbation est donnée dans les trois mois, à défaut de quoi elle est censée avoir été donnée.

§ 4. Le Fonds de compensation est financé par le versement d'un pourcentage, fixé par le Roi après avis du Conseil supérieur, de l'ensemble des montants des factures payables aux entrepreneurs pour l'exécution de contrats d'entreprise conclus entre un maître de l'ouvrage et un entrepreneur de travaux sur le domaine public du Royaume.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est transmis par le donneur d'ordre au Fonds de compensation dans les trente jours de la réception de la facture de l'entrepreneur.

§ 5. Les frais de fonctionnement du Fonds de compensation sont imputés sur ce fonds.

§ 6. L'Institut national rend compte au ministre de la gestion du Fonds de compensation avant le 31 mars de chaque année.

Art. 4

L'entrepreneur avise par écrit, au plus tard une semaine avant le début des travaux, le responsable de l'entreprise que des travaux auront lieu et que les travailleurs indépendants qui travaillent dans le bâtiment de l'entreprise pourront bénéficier d'une indemnité compensatoire de pertes de revenu.

Les travaux ne peuvent débuter qu'une semaine après que le responsable de chaque entreprise suscep-

9^o hinder: de toestand als gevolg van de werken die de toegang tot de inrichting van de onderneming waarin de zelfstandige werkzaam is belemmert, verhindert of ernstig bemoeilijkt;

10^o beroepsinkomsten: de brutoberoepsinkomsten bepaald in artikel 11, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Art. 3

§ 1. — Bij het Rijksinstituut wordt een «Fonds voor compensatie van inkomensverlies van zelfstandigen» opgericht, hierna genoemd «Compensatiefonds», dat tot doel heeft het inkomensverlies van de zelfstandige financieel te compenseren.

§ 2. Het Compensatiefonds geniet rechtspersoonlijkheid en kan in het kader van zijn opdracht overeenkomsten sluiten.

§ 3. Het Rijksinstituut stelt de statuten van het Compensatiefonds op en bepaalt in bijzondere reglementen de werking van het Compensatiefonds.

De statuten en de bijzondere reglementen treden in werking na goedkeuring door de minister. Deze goedkeuring wordt verleend binnen 3 maanden, bij gebreke waarvan ze geacht wordt verleend te zijn.

§ 4. Het Compensatiefonds wordt gefinancierd door een door de Koning, na advies van de Hoge Raad, vastgesteld percentage op elk factuurbedrag verschuldigd aan aannemers voor de uitvoering van aannemingscontracten gesloten tussen een bouwheer en een aannemer van werken op het openbaar domein van het Rijk.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt door de opdrachtgever aan het Compensatiefonds overgemaakt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de factuur van de aannemer.

§ 5. De werkingskosten van het Compensatiefonds worden op dit fonds aangerekend.

§ 6. Het Rijksinstituut geeft ieder jaar vóór 31 maart rekenschap over het beheer van het Compensatiefonds aan de minister.

Art. 4

De aannemer brengt ten laatste één week voor de aanvang van de werken de verantwoordelijke van de onderneming schriftelijk op de hoogte van de werken en van de mogelijkheid om een inkomenscompensatievergoeding te bekomen voor de in de inrichting van de onderneming werkzame zelfstandigen.

De werken kunnen slechts aanvatten één week nadat verantwoordelijke van elke onderneming die

tible d'être incommodée a été avisé, sauf en cas de force majeure ou de motif valable.

Art. 5

§ 1^{er}. Le travailleur indépendant a droit à une indemnité compensatoire de revenu pour autant qu'il ne bénéficie d'aucun autre revenu professionnel que les revenus générés par ses activités dans le bâtiment de l'entreprise incommodée par des travaux.

§ 2. Le travailleur indépendant peut obtenir l'indemnité compensatoire de perte de revenu indépendamment du fait que l'entreprise dans laquelle il travaille ait prévu une construction provisoire ou non.

Art. 6

Il existe une présomption irréfragable de l'existence d'inconvénients dus à des travaux lorsqu'en raison de ceux-ci :

1^o aucun des emplacements de parking public aménagés réglementairement dans la rue où se trouve le bâtiment ne peut être utilisé;

2^o aucun emplacement de parking public aménagé réglementairement dans un rayon de 100 mètres autour des accès au bâtiment ne peut être utilisé;

3^o une voie d'accès au bâtiment est fermée à la circulation automobile dans un ou deux sens.

Art. 7

§ 1^{er}. Pour l'obtention d'une indemnité provisoire compensatoire d'une perte de revenus, le travailleur indépendant doit introduire une demande auprès de la caisse d'assurance sociale au moyen d'un formulaire de demande dont le modèle est établi par le ministre.

§ 2. Le travailleur indépendant introduit le formulaire de demande avant, pendant ou après les travaux, mais, en tout cas, avant la fin de l'année fiscale au cours de laquelle le bâtiment de l'entreprise subit des inconvénients dus à ceux-ci.

§ 3. Le travailleur indépendant joint à la demande une attestation délivrée par le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le bâtiment de l'entreprise dans lequel il travaille est établi et qui confirme ou non que des travaux engendrant certains inconvénients sont en cours, ont eu lieu ou seront engagés.

Le cas échéant, le collège des bourgmestre et échevins atteste qu'il y a des raisons de fermer le bâtiment

hinder zou kunnen ondervinden op de hoogte werd gebracht, behoudens in geval van overmacht of gegronde reden.

Art. 5

§ 1. De zelfstandige heeft recht op een inkomenscompensatievergoeding voor zover hij geen andere beroepsinkomsten geniet dan de inkomsten uit zijn werkzaamheden in de inrichting van de onderneming die hinder van werken ondervindt.

§ 2. De zelfstandige kan de inkomenscompensatievergoeding bekomen ongeacht het feit dat de onderneming waarin hij werkzaam is in een noodinrichting heeft voorzien.

Art. 6

Er bestaat een onweerlegbaar vermoeden van hinder wanneer de werken tot gevolg hebben dat :

1^o er geen enkele van de reglementair aangelegde openbare parkeerplaatsen benut kan worden van de straat waarin de inrichting is gelegen;

2^o er geen enkele reglementair aangelegde openbare parkeerplaats benut kan worden binnen een straal van 100 meter rond enige toegang tot de inrichting;

3^o een toegangsweg tot de inrichting als gevolg van de werken afgesloten wordt voor doorgaand autoverkeer in één of twee richtingen.

Art. 7

§ 1. Voor het bekomen van een voorlopige inkomenscompensatievergoeding dient de zelfstandige een aanvraag in bij de sociale verzekeringskas aan de hand van een aanvraagformulier waarvan het model wordt opgesteld door de minister.

§ 2. De zelfstandige dient het aanvraagformulier in voor, tijdens of na de werken, maar in elk geval voor het einde van het fiscale jaar tijdens welk de inrichting van de onderneming hinder ondervindt.

§ 3. De zelfstandige voegt bij de aanvraag een attest verstrekt door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wiens grondgebied de inrichting van de onderneming waarin hij werkzaam is gevestigd is, en waarin al dan niet wordt bevestigd dat er werken plaatsvinden, plaatsvonden of zullen plaatsvinden die hinder veroorzaken.

In voorkomend geval attesteert het college van burgemeester en schepenen dat er redenen zijn om de

de l'entreprise pendant toute la durée ou pendant une partie de la durée des inconvénients que les travaux entraîneront.

Le collège des bourgmestre et échevins confirme également la date du début des travaux et la durée présumée de ceux-ci et la durée présumée des inconvénients qu'ils entraîneront.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre ces attestations, tant pour les travaux qui ont lieu sur le territoire de la commune que pour ceux qui ont lieu sur celui d'une commune voisine.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre les attestations dans les 24 heures qui suivent la demande du travailleur indépendant, sinon, les attestations confirmant que des travaux générateurs d'inconvénients ont lieu sont censées avoir été délivrées.

Si le collège des bourgmestre et échevins ne confirme pas, dans l'attestation, que des travaux générateurs d'inconvénients ont lieu, le travailleur indépendant peut exiger, lors de l'introduction de sa demande auprès de la caisse d'assurance sociale, qu'un fonctionnaire de l'Institut national spécialement mandaté à cet effet examine la situation et délivre les attestations susvisées.

§ 4. La caisse d'assurance sociale transmet le dossier de demande à l'Institut national dans les trois jours ouvrables.

§ 5. L'Institut national examine le dossier et approuve ou rejette la demande dans les cinq jours ouvrables de sa réception.

Dans tous les cas, l'Institut national notifie sa décision au responsable de l'entreprise dans un délai de 15 jours ouvrables, à défaut de quoi la demande est censée avoir été approuvée.

Un recours peut être introduit contre la décision de refus de l'Institut national auprès du ministre dans un délai d'un mois, suivant les règles fixées par le Roi.

Si le ministre n'a pas pris de décision dans un délai de trois mois, le recours est censé être fondé et la décision de l'Institut national est annulée de plein droit.

Art. 8

Si la demande visée à l'article précédent est approuvée, le travailleur indépendant est dispensé de l'obligation de cotiser qui est prévue à l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants pour toute la période durant laquelle il a droit à l'indemnité compensatoire d'une perte de revenu.

Cette dispense n'entraîne la suspension d'aucun droit.

inrichting van de onderneming gedurende de periode of een gedeelte van de periode van de hinder te sluiten.

Het college van burgemeester en schepenen attesteert eveneens de aanvang en de vermoedelijke duur van de werken en van de hinder.

Het college van burgemeester en schepenen reikt deze attesten uit, ongeacht het feit of de werken op het grondgebied van de gemeente dan wel van een naburige gemeente plaatsvinden.

Het college van burgemeester en schepenen reikt de attesten uit binnen 24 uur volgend op het verzoek van de zelfstandige, zoniet worden de attesten waarin wordt bevestigd dat er werken plaatsvinden die hinder veroorzaken, geacht te zijn afgeleverd.

Indien het college van burgemeester en schepenen in het attest niet bevestigt dat er werken plaatsvinden die hinder veroorzaken, kan de zelfstandige bij de indiening van zijn aanvraag bij de sociale verzekeringskas eisen dat een bijzonder hiertoe gemachtigd ambtenaar van het Rijksinstituut de toestand onderzoekt en de hierboven bedoelde attesten verstrekt.

§ 4. De sociale verzekeringskas bezorgt binnen drie werkdagen het aanvraagdossier aan het Rijksinstituut.

§ 5. Het Rijksinstituut onderzoekt het dossier en keurt de aanvraag binnen vijf werkdagen na ontvangst goed of af.

In alle gevallen betekent het Rijksinstituut zijn beslissing aan de verantwoordelijke van de onderneming binnen een termijn van 15 werkdagen, bij gebreke waarvan de aanvraag wordt geacht goedgekeurd te zijn.

Tegen de weigeringbeslissing van het Rijksinstituut kan, volgens door de Koning bepaalde regels, binnen een maand beroep worden ingesteld bij de minister.

Indien de minister geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van drie maanden, wordt het beroep geacht gegrond te zijn en wordt de beslissing van het Rijksinstituut van rechtswege vernietigd.

Art. 8

Indien de in de in het vorig artikel bedoelde aanvraag wordt goedgekeurd, is de zelfstandige vrijgesteld van de bijdrageplicht zoals bepaald in artikel 11, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen voor de ganse periode dat hij gerechtigd is op de inkomenscompensatievergoeding.

Deze vrijstelling heeft geen schorsing van enig recht tot gevolg.

Art. 9

§ 1^{er}. Après avoir obtenu l'autorisation de l'Institut national, le Fonds de compensation alloue au travailleur indépendant, sur une base mensuelle, l'indemnité provisoire compensatoire d'une perte de revenu dont le montant est fixé par le Roi après avis du Conseil supérieur.

Le premier versement a lieu le 10^e jour du mois qui suit celui au cours duquel l'Institut national a accordé l'autorisation.

Si la demande a été introduite avant le début des travaux, le premier versement a lieu avant le 10^e jour du mois qui suit celui au cours duquel les travaux ont provoqué des inconvénients.

§ 2. Cette indemnité provisoire compensatoire d'une perte de revenu est indexée annuellement en application de l'article 4 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

L'indice de départ est l'indice du mois au cours duquel la présente loi entre en vigueur.

Art. 10

§ 1^{er}. Dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin des inconvénients en question, le travailleur indépendant doit en aviser la caisse d'assurance sociale, sous peine de devoir rembourser la totalité de l'indemnité provisoire compensatoire d'une perte de revenu, majorée de l'intérêt légal et sans préjudice de l'application des peines prévues par le Roi.

La déclaration est rédigée au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par le Roi.

Le travailleur indépendant joint à la déclaration une attestation délivrée par le collège des bourgmestre et échevins, qui la confirme ou l'infirme.

Si le collège des bourgmestre et échevins ne confirme pas la déclaration du travailleur indépendant, celui-ci peut, lors de l'introduction de sa déclaration, exiger qu'un fonctionnaire de l'Institut national mandaté à cet effet examine la situation et délivre l'attestation en question.

§ 2. La caisse d'assurance sociale remet le dossier de déclaration à l'Institut national.

Art. 9

§ 1. Het Compensatiefonds keert na het bekomen van de toestemming van het Rijksinstituut aan de zelfstandige op maandelijks basis de voorlopige inkomenscompensatievergoeding uit waarvan de hoogte wordt bepaald door de Koning na advies van de Hoge Raad.

De eerste uitkering gebeurt voor de 10^e van de maand volgend op die tijdens welke het Rijksinstituut de toestemming heeft verleend.

Werd de aanvraag ingediend voor de aanvang van de werken, dan gebeurt de eerste uitkering voor de 10^e van de maand volgend op de maand tijdens welke de werken hinder veroorzaken.

§ 2. Deze voorlopige inkomenscompensatievergoeding wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van artikel 4 van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de maand waarin deze wet van kracht wordt.

Art. 10

§ 1. Binnen de vijf werkdagen nadat de hinder is geëindigd brengt de zelfstandige de sociale verzekeringskas hiervan op de hoogte, op straffe van terugstorting van het totaal van de toegekende voorlopige inkomenscompensatievergoeding, verhoogd met de wettelijke intrest en onverminderd de straffen door de Koning bepaald.

De verklaring wordt opgesteld aan de hand van een formulier waarvan het model door de Koning wordt opgesteld.

De zelfstandige voegt bij de verklaring een attest uitgereikt door het college van burgemeester en schepenen waarin de verklaring al dan niet wordt bevestigd.

Indien het college van burgemeester en schepenen de verklaring van de zelfstandige niet bevestigt kan de zelfstandige bij de indiening van zijn verklaring eisen dat een gemachtigd ambtenaar van het Rijksinstituut de toestand onderzoekt en het bedoelde attest uitreikt.

§ 2. De sociale verzekeringskas bezorgt het verklaringdossier aan het Rijksinstituut.

Art. 11

§ 1^{er}. Pour la détermination du montant de l'indemnité définitive compensatoire d'une perte de revenu, on calcule la différence entre le revenu journalier moyen tiré de l'activité indépendante au cours des trois années fiscales qui ont précédé l'année au cours de laquelle les inconvénients ont eu lieu et le revenu journalier moyen tiré de l'activité indépendante au cours de l'année fiscale pendant laquelle les inconvénients en cause ont eu lieu et on multiplie celle-ci par le nombre de jours ouvrables durant lesquels les inconvénients en cause ont eu lieu.

§ 2. Les revenus journaliers moyens sont calculés comme suit :

1^o Le revenu professionnel cumulé et indexé de l'activité indépendante des trois années de revenus qui précèdent l'année de revenus durant laquelle les inconvénients dus à des travaux ont eu lieu est divisé par le nombre de jours ouvrables par an, comme prévu par le Roi après avis du Conseil supérieur;

2^o Le revenu professionnel de travailleur indépendant de l'année de revenus durant laquelle les inconvénients ont eu lieu est divisé par le nombre obtenu au 1^o;

3^o Le montant obtenu au 2^o est soustrait du montant obtenu par l'opération visée au 1^o.

§ 3. Le montant total de l'indemnité compensatoire de pertes de revenu est déterminé comme suit :

1^o Le montant calculé conformément au § 2, 3^o, peut être plafonné par le Roi après avis du Conseil supérieur;

2^o Le montant calculé conformément au § 2, 3^o, éventuellement plafonné comme le prévoit le 1^o, peut être multiplié par un pourcentage qui est fixé par le Roi, après avis du Conseil supérieur, et qui peut varier en fonction de la situation familiale du travailleur indépendant;

3^o Le montant calculé conformément au § 2, 3^o, éventuellement plafonné comme le prévoit le 1^o, multiplié par le pourcentage visé au 2^o, est multiplié par le nombre de jours ouvrables durant lesquels des inconvénients dus à des travaux ont eu lieu.

§ 4. Les modes de calcul ne peuvent avoir en aucun cas pour effet de permettre au travailleur indépendant de bénéficier d'un régime moins favorable que celui des travailleurs salariés temporairement sans emploi.

Art. 12

§ 1^{er}. Le travailleur indépendant a droit, après le calcul de l'indemnité définitive compensatoire d'une perte de revenu, à la différence entre le montant

Art. 11

§ 1. Voor het bepalen van het bedrag van de definitieve inkomensgarantievergoeding wordt het verschil berekend tussen het gemiddeld daginkomen uit zelfstandige activiteit van de drie fiscale jaren die het jaar waarin de hinder plaatsvond voorafgaan en het gemiddeld daginkomen uit zelfstandige activiteit van het fiscale jaar waarin de hinder plaatsvond, en vermenigvuldigd met het aantal werkdagen gedurende welke de hinder plaatsvond.

§ 2. De gemiddelde daginkomens worden berekend als volgt :

1^o Het gecumuleerd en geïndexeerd beroepsinkomen uit zelfstandige activiteit van de drie inkomstenjaren die het inkomstenjaar waarin de hinder plaatsvond, wordt gedeeld door het aantal werkdagen per jaar zoals bepaald door de Koning na advies van de Hoge Raad;

2^o Het zelfstandig beroepsinkomen van het inkomstenjaar waarin de hinder plaatsvond wordt gedeeld het in het 1^o bepaalde getal;

3^o Het onder 2^o verkregen bedrag wordt in mindering gebracht van het door toepassing van de bewerking vermeld onder 1^o verkregen bedrag.

§ 3. Het totale bedrag van de inkomenscompensatievergoeding wordt bepaald als volgt :

1^o Het bedrag berekend overeenkomstig § 2, 3^o, kan door de Koning na advies van de Hoge Raad worden begrensd;

2^o Het bedrag berekend overeenkomstig § 2, 3^o, desgevallend begrensd zoals vermeld in het 1^o, kan worden vermenigvuldigd met een door de Koning, na advies van de Hoge Raad, vastgesteld percentage dat kan variëren volgens de gezinstoestand van de zelfstandige;

3^o Het bedrag berekend overeenkomstig § 2, 3^o, desgevallend begrensd zoals vermeld in het 1^o vermenigvuldigd met het in het 2^o vermelde percentage, wordt vermenigvuldigd met het aantal werkdagen gedurende dewelke er hinder plaatsvond.

§ 4. In alle gevallen mogen de berekeningswijzen er niet toe leiden dat de zelfstandige een minder gunstige regeling zou genieten dan tijdelijk werkloze werknemers.

Art. 12

§ 1. De zelfstandige heeft na de berekening van de definitieve inkomenscompensatievergoeding recht op het verschil tussen het overeenkomstig artikel 10, § 3,

obtenu conformément à l'article 10, § 3, 3^o, et l'indemnité compensatoire de perte de revenu accordée à titre provisoire.

La créance du travailleur indépendant sur le Fonds de compensation ou du Fonds de compensation sur le travailleur indépendant est réglée dans un délai de trois mois.

Le solde visé à l'alinéa précédent n'est ni indexé, ni majoré d'intérêts.

§ 2. Le Roi fixe les modalités de la liquidation du montant obtenu en application de l'opération visée au § 1^{er}.

Art. 13

Le Roi institue, après avis du Conseil supérieur et de l'Institut national, un dispositif de contrôle permettant de vérifier l'application correcte des présentes dispositions et fixe les sanctions applicables en cas d'infraction à la présente loi.

Art. 14

La présente loi entre en vigueur à une date à fixer par le Roi.

3^o, verkregen bedrag en de voorlopig toegekende inkomenscompensatievergoeding.

De vordering van de zelfstandige op het Compensatiefonds of van het Compensatiefonds op de zelfstandige, wordt binnen een termijn van drie maanden voldaan.

Het saldo bedoeld in het voorgaande lid wordt niet geïndexeerd, noch verhoogd met interesten.

§ 2. De Koning stelt de nadere regels vast voor het vereffenen van het door toepassing van de bewerking in §1 verkregen bedrag.

Art. 13

De Koning stelt na advies van de Hoge Raad en het Rijksinstituut een controleregeling in voor de correcte naleving van deze bepalingen en bepaalt de sancties in geval van overtredingen van deze wet.

Art. 14

Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Jean-Marie DEDECKER.